

CONFÉRENCE DE LAZLO TROCSANYI,
AMBASSADEUR DE HONGRIE EN FRANCE,

au Carré, le 13 octobre 2011

Madame Cabanel, premier maire-adjoint, et Madame Dominique Christien, présidente du C.F.A.E., accueillent Monsieur l'Ambassadeur, l'une en évoquant son prestigieux parcours, l'autre en relatant l'importance historique de Saint-Cloud et les objectifs du Cercle qui cherche à promouvoir la paix par la tolérance et l'amitié.

La présidence hongroise de l'Union Européenne au premier semestre 2011 a été marquée par l'entrée de la Croatie en son sein. Comme l'a souligné Victor Orban, Ministre-Président : « Il reste des dossiers inachevés, mais c'est un processus. Les citoyens hongrois aiment un peu plus l'Europe. Ils n'en sont pas encore amoureux. »

Comment voyons-nous l'U.E. aujourd'hui ? L'Europe est dans une situation difficile. Après la guerre, il fallait reconstruire l'Europe et pour cela, réconcilier la France et l'Allemagne et obtenir le rapprochement entre les peuples après la chute du mur de Berlin. À l'avenir, vingt-sept états membres travaillent ensemble. Mais il manque une âme à l'Europe, et nous ne savons pas encore travailler ensemble. Même si la paix depuis cinquante ans sauf dans les Balkans et la liberté, la mobilité des personnes et des capitaux, les études universitaires des jeunes à l'étranger, sont à mettre au crédit de l'Europe, aujourd'hui, en temps de crise, celle-ci fait l'objet de critiques. Il s'agit de propos émanant du populisme. Or, pour sortir de la crise, il n'y a pas d'autre solution que l'intégration européenne. Tous ensemble, solidaires, nous pouvons échapper à la crise économique et aux questions posées par l'immigration.

La Hongrie a présidé l'Union européenne du premier au 30 juin 2011. Pour ce pays, qui a changé de régime en 1989, l'Europe incarne la prospérité. Notre devise est : « A stronger Europe ». L'intégration européenne doit être renforcée.

Quels dossiers nous ont-ils occupés ? La question énergétique, l'eau et l'alimentation.

L'Europe dépend de la Russie pour son énergie, et des pays arabes comme de la Norvège pour le pétrole. La solidarité s'impose pour réaliser une interconnexion entre les réseaux, qui a été décidée en février 2011 et qui sera réalisée à l'horizon 2015. Pour l'énergie nucléaire, l'Allemagne a décidé de fermer ses centrales, tandis que la France et la Hongrie réfléchissent sur la position à adopter. Or l'Europe doit donner une réponse à l'utilisation du nucléaire.

Pour nourrir les 6 milliards d'habitants et les neuf milliards d'habitants attendus en 2050, une politique agricole commune a été mise en place. Il faut financer les agriculteurs, non l'agriculture, tout en maintenant la politique agricole commune, veiller à la sécurité alimentaire et préserver l'environnement.

Pour résoudre la crise économique, on doit aider la Grèce, l'Irlande, l'Italie et le Portugal. L'entrée dans l'euro n'est pas immédiate. L'euro est le symbole de l'intégration européenne et les politiques économiques, financières et fiscales des pays européens doivent s'harmoniser. Ainsi, le 1^{er} janvier 2013, l'Allemagne et la France auront le même montant de l'impôt sur le revenu et sur les sociétés.

Comme les états membres sont endettés, l'Europe est en difficulté et nous vivons en situation de crise. La question des Roms, qui sont douze millions en Europe, et de leur intégration, est devenu un sujet sensible et européen. Sous la présidence hongroise, le Conseil européen a adopté une convention cadre indiquant que chaque pays devrait présenter un projet. De plus, pendant cette période et pour la première fois, les états membres ont dû présenter un projet de budget. Désormais, l'Europe peut suspendre les subventions si un état ne suit pas les critères européens. Ainsi, pas à pas, on s'achemine vers une gouvernance européenne.

Actuellement l'Europe compte 27 membres et la Croatie fera son entrée le 29 juin. Actuellement des négociations sont en cours avec l'Islande, et la Turquie. La réforme de Schengen est difficile : faut-il élargir ou opérer des restrictions ? La Roumanie et la Bulgarie frappent à la porte, mais les Pays-Bas et la Finlande disent que ces deux pays ne sont pas prêts à entrer. La France adopterait un compromis sur ce point.

Pendant la présidence hongroise de l'Union Européenne, un document concernant la coopération des neuf pays arrosés par le Danube a été adopté. Les trois cents personnes qui ont collaboré à la présidence hongroise ont créé des réseaux.

Alors que le budget européen de 2014 à 2020 doit être adopté, trois hypothèses se font jour : soit l'Europe éclate, soit un état fédéral se met en place, hypothèses peu probables, soit une stabilisation se fait jour progressivement, car il n'y a pas d'autre solution. Il faut donc renforcer l'intégration européenne.

Marie-Noëlle BENJAMIN